

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut national du Logement donné le 18 avril 1983;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut national du Logement donné le 21 avril 1983;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Institut national du Logement donné le 19 mai 1983;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa premier, tel qu'il a été remplacé par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980;

Considérant qu'il est nécessaire que les grades de secrétaire d'administration, d'architecte et d'ingénieur industriel donnent sans délai accès au grade de secrétaire régional pour assurer la continuité de l'organisme précité;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. A l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 25 mars 1975 portant le règlement du personnel de l'Institut national du Logement, les mentions suivantes sont ajoutées :

Colonne 1

—

Kolom 1

—

— secrétaire régional (rang 10)

— gewestelijk secretaris (rang 10)

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 août 1983.

L. OLIVIER

Gelet op het advies van de Directieraad van het Nationaal Instituut voor de Huisvesting gegeven op 18 april 1983;

Gelet op het advies van de Beheerraad van het Nationaal Instituut voor de Huisvesting gegeven op 21 april 1983;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van het Nationaal Instituut voor de Huisvesting gegeven op 19 mei 1983;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, zoals het werd vervaangen door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat onverwijld de graden van bestuurssecretaris, architect en industrieel ingenieur toegang verkrijgen tot de graad van gewestelijk secretaris om de continuïteit van de voormelde instelling te verzekeren;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. In bijlage 2 van het ministerieel besluit van 25 maart 1975 houdende het reglement voor het personeel van het Nationaal Instituut voor de Huisvesting, worden de volgende vermeldingen bijgevoegd :

Colonne 2

—

Kolom 2

—

— secrétaire d'administration (rang 10)

— architecte (rang 10)

— ingénieur industriel (rang 10)

— bestuurssecretaris (rang 10)

— architect (rang 10)

— industriel ingenieur (rang 10)

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 8 augustus 1983.

L. OLIVIER

## EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

### MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 83 — 1405

3 MAI 1983. — Décret modifiant le Code du Logement par des dispositions particulières à la Région wallonne (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Le Titre II du Code du Logement, inséré par la loi du 19 juillet 1976, modifié par le décret du 23 janvier 1983 est complété par les dispositions suivantes :

#### CHAPITRE IV. — Travaux d'infrastructure

Art. 77octies. L'article 33 n'est pas applicable à la Région wallonne. Il reste toutefois applicable pour les groupes d'habitations pour lesquels la demande d'intervention a été introduite avant l'entrée en vigueur de l'alinéa 1er, à condition qu'un plan d'implantation ait été déposé avant cette entrée en vigueur.

Art. 77novies. § 1er. La Région Wallonne peut prendre à sa charge le coût de l'équipement en voirie, égout, éclairage public et réseau de distribution d'eau, ainsi que le coût de l'aménagement des abords communes, lorsqu'une société immobilière de service public, une commune, une association de communes, un centre public d'aide sociale ou une association de centres publics d'aide sociale :

1° construit un groupe d'au moins 12 habitations sociales, de petites propriétés terriennes, ou d'habitations y assimilées;

2° réhabilite un ou plusieurs immeubles en vue d'y aménager au moins cinq habitations du type visé au 1°.

§ 2. La Région Wallonne peut également prendre à sa charge le coût des travaux visés au § 1er en cas de lotissement d'un groupe d'au moins 25 parcelles de terrain dont la densité de construction est d'au moins 25 logements à l'hectare, en vue de permettre à des particuliers d'acquérir un droit réel sur l'une de ces parcelles pour y construire ou faire construire une habitation du type visé au § 1er ou une habitation moyenne.

Dans ce cas, toutefois, le groupe ne peut comprendre plus d'1/3 d'habitations moyennes.

§ 3. La Région Wallonne peut également prendre à sa charge le coût d'autres équipements communs d'infrastructure ainsi que des installations ou des constructions à caractère collectif et d'intérêt social ou culturel, pour autant que ces équipements, installations ou constructions constituent des parties intégrantes du groupe d'habitations.

§ 4. L'Exécutif Régional Wallon fixe les pourcentages de l'intervention de la Région qui peuvent atteindre 100 p.e.

§ 5. Les organismes visés au § 1er peuvent être autorisés par le Ministre ayant le logement dans ses attributions à exécuter eux-mêmes les travaux d'infrastructure. Ils bénéficient, dans ce

(1) Session 1982-1983.

Documents du Conseil, 44, (1982-1983) n° 1, 2, 3 et 4.

Compte-rendu intégral, Séance publique du 3 mai 1983. — Discussion. — Vote.

cas d'une subvention de la Région fixée conformément aux dispositions des paragraphes précédents. Cette subvention est établie sur base du montant, taxe à la valeur ajoutée comprise, de l'offre régulière la plus basse pour les divers travaux en cause et est adaptée sur base des révisions contractuelles.

§ 6. Les organismes visés au § 1er ne peuvent prétendre au bénéfice des dispositions qui précèdent que si les acquéreurs et les locataires satisfont aux conditions à fixer par l'Exécutif Régional Wallon. Ils sont tenus de rembourser à la Région l'intervention de celle-ci dans le coût de l'infrastructure, augmenté des intérêts aux taux légal, lorsque ces conditions ne sont pas respectées.

§ 7. Lorsqu'un des immeubles sur lesquels un droit réel est cédé n'est pas bâti dans un délai à fixer par l'Exécutif Régional Wallon, les organismes visés au § 1er exercent sur cet immeuble un droit de rachat, à peine pour eux de procéder au remboursement prévu au § 6. Le rachat éventuel s'effectue au prix payé par l'acquéreur.

§ 8. Les acquéreurs d'un droit réel portant sur un immeuble non bâti sont tenus de construire ou faire construire leur habitation conformément aux conditions à fixer par l'Exécutif Régional Wallon, sous peine de rembourser à la Région et aux organismes visés au § 1er la part d'intervention respective que ceux-ci ont supportée dans le coût des travaux d'infrastructure imputable à leur parcelle, augmentée des intérêts au taux légal.

§ 9. Les réseaux de voirie et égouts construits ou à construire avec le bénéfice de l'intervention de la Région par les organismes visés au § 1er, ou par la Région agissant pour leur compte, sont transférés gratuitement et dans l'état où ils se trouvent à la commune et sont incorporés dans la voirie communale.

§ 10. L'Exécutif Régional Wallon détermine les modalités d'application des dispositions du présent article.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mai 1983.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne,  
chargé de l'Economie,  
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne,  
chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,  
A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne,  
pour le Budget et l'Energie,  
Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles  
et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire  
et de la Forêt pour la Région Wallonne,  
M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau,  
l'Environnement et la Vie rurale,  
V. FEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour  
Le Logement et l'Informatique,  
A. BERTOUILLE

ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 83 — 1405

3. MAI 1983. — Dekret zur abänderung des Wohnungsgesetzbuches durch Bestimmungen die der Wallonischen Region eigen sind (1)

Der Rat der Wallonischen Region hat folgendes verabschiedet und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Einziges Artikel. Der durch das Gesetz vom 19. Juli 1976 eingefügte und durch das Dekret vom 23. Januar 1983 abgeänderte Titel II des Wohnungsgesetzbuches wird durch folgende Bestimmungen ergänzt :

#### KAPITEL IV. — Infrastrukturarbeiten

Art. 77octies. Artikel 33 findet keine Anwendung auf die Wallonische Region. Er bleibt jedoch anwendbar auf die Wohnungsgruppen, für die der Antrag auf Beteiligung vor dem Inkrafttreten des Absatzes 1 gestellt wurde, unter der Bedingung, dass vor diesem Inkrafttreten ein Niederlassungsplan vorgelegt wurde.

Art. 77novies. § 1. Die Wallonischen Region kann die Kosten für die Anlage des Strassennetzes, der Kanalisation, der Strassenbeleuchtung und des Wasserverteilungsnetzes sowie die Kosten für die Gestaltung der gemeinsamen Umgebung übernehmen, wenn eine Immobiliengesellschaft öffentlichen Dienstes, eine Gemeinde, eine Gemeindevereinigung, ein öffentliches Sozialhilfezentrum oder eine Vereinigung von öffentlichen Sozialhilfezentren :

1. eine Gruppe von mindestens 12 Sozialwohnungen, kleinen ländlichen Besitzen oder ihnen gleichgestellten Wohnungen baut;
2. ein oder mehrere Gebäude wiederherstellt, um mindestens fünf Wohnungen der in Punkt 1 genannten Art dort einzurichten.

§ 2. Die Wallonische Region kann die Kosten der in § 1 genannten Arbeiten ebenfalls übernehmen, wenn eine Gruppe von mindestens 25 Stück Land mit einer Baulichte von mindestens 25 Wohnungen pro Hektar parzelliert wird, um Privatpersonen die Möglichkeit zu bieten, ein dingliches Recht auf eines dieser Stücke zu erwerben, um eine Wohnung der in § 1 genannten Art oder eine mittlere Wohnung dort zu bauen oder bauen zu lassen.

In diesem Falle darf die Gruppe jedoch nicht mehr als 1/3 mittlerer Wohnungen zählen.

§ 3. Die Wallonischen Region kann ebenfalls die Kosten anderer gemeinsamer Infrastrukturausstattungen, sowie die der Anlagen oder Gebäude kollektiver Art und sozialen oder kulturellen Interesses übernehmen, soweit diese Ausstattungen, Anlagen oder Gebäude integrierende Bestandteile der Wohnungsgruppe sind.

§ 4. Die Exekutive der Wallonischen Region legt die Prozentsätze der Beteiligung der Region fest, die 100 Pzt erreichen können.

(1) Sitzung 1982-1983 :

Ratsdokumente 44 (1982-1983) Nrn. 1, 2, 3 und 4.

Ausführlicher Bericht. Öffentliche Sitzung vom 3. Mai 1983, — Diskussion, — Abstimmung.

§ 5. Die in § 1 genannten Organe können vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, die Genehmigung erhalten, die Infrastrukturarbeiten selbst auszuführen. In diesem Falle haben sie Anspruch auf eine Subvention der Region, die gemäss den Bestimmungen der vorigen Paragraphen festgelegt wird. Diese Subvention wird auf der Grundlage des Betrages (einschliesslich der Mehrwertsteuer) des niedrigsten ordnungsgemässen Angebotes für die verschiedenen in Frage stehenden Arbeiten berechnet und auf der Grundlage der vertraglich festgelegten Berichtigungen angepasst.

§ 6. Die in § 1 genannten Organe können die vorhergehenden Bestimmungen nur dann für sich in Anspruch nehmen, wenn die Erwerber und die Mieter die von der Exekutive der Wallonischen Region festzulegenden Bedingungen erfüllen. Sie sind verpflichtet, der Region ihre Beteiligung an den Infrastrukturkosten, erhöht um die Zinsen zum gesetzlichen Zinsfuss, zurückzuzahlen, wenn diese Bedingungen nicht eingehalten werden.

§ 7. Wenn eines der Gebäude, auf das ein dingliches Recht abgetreten wurde, nicht innerhalb einer von der Exekutive der Wallonischen Region festzulegenden Frist gebaut wurde, üben die in § 1 genannten Organe ein Rückkaufsrecht auf dieses Gebäude aus, mit der Verpflichtung, die in § 6 vorgesehene Rückzahlung vorzunehmen. Der eventuelle Rückkauf erfolgt zu dem vom Erwerber bezahlten Preis.

§ 8. Die Erwerber eines dinglichen Rechtes, das ein ungebauten Gebäude betrifft, sind verpflichtet, ihre Wohnung gemäss den von der Exekutive der Wallonischen Region festzulegenden Bedingungen zu bauen oder bauen zu lassen; andernfalls müssen sie der Region und den in § 1 genannten Organen ihre jeweilige Beteiligung an den Kosten der Infrastrukturarbeiten, die ihre Parzellen betreffen, erhöht um die Zinsen zum gesetzlichen Zinsfuss, rückerstatten.

§ 9. Die Strassennetze und Kanäle, die mit dem Vorteil der Beteiligung der Region von den in § 1 genannten Organen oder von der für Rechnung von ihnen eintretenden Region gebaut oder zu bauen sind, werden der Gemeinde kostenlos und im Zustand, in dem sie sich befinden, übertragen und in das Gemeindestrassennetz eingebaut.

§ 10. Die Exekutive der Wallonischen Region legt die Modalitäten der Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Artikels fest.

Wir verkünden dieses Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Brüssel, am 3. Mai 1983.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,  
der mit der Wirtschaftspolitik beauftragt ist,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region,  
der mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen  
beauftragt ist,

A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Region  
für Haushalt und Energie,

Ph. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,  
der Raumordnung und des Forstwesens  
für die Wallonische Region,

M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region  
für Wasser, Umwelt und Landleben,

V. FEAUX

Der Minister der Wallonischen Region  
für Wohnungswesen und Datenverarbeitung,

A. BERTOUILLE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 83 — 1405

3 MEI 1983. — Decreet tot wijziging van de Huisvestingscode met bijzondere bepalingen voor het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Exe-  
cutieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. De titel II van de Huisvestingscode, ingevoegd  
bij de wet van 10 juli 1976 en gewijzigd bij het decreet van  
23 januari 1983, wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

HOOFDSTUK IV. — *Infrastructuurwerken*

Art. 77octies. Artikel 33 is niet van toepassing op het Waalse  
Gewest.

(1) Zitting 1982-1983.

Bescheiden van de Raad, 44, 1982-1983, nrs. 1, 2, 3 en 4.

Integraal Verslag. Openbare zitting van 3 mei 1983. — Bespreking. — Stemming.

Het blijft evenwel van toepassing op de woninggroepen waarvoor de aanvraag om tegemoetkoming werd ingediend vóór de inwerkingtreding van het eerste lid, op voorwaarde dat er een vestigingsplan werd overlegd vóór die inwerkingtreding.

Art. 77novies. § 1. Het Waalse Gewest kan de kosten te zijnen laste nemen van de wegunrusting, het rioolnet, de openbare verlichting, het watervoorzieningsnet, alsmede de kosten voor de terreinaanleg rond de woningen, ingeval een bouwmaatschappij tot nut van het algemeen, een gemeente, een vereniging van gemeenten, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een vereniging van openbaar centra voor maatschappelijk welzijn :

1° een groep van ten minste 12 volkswoningen of kleine landeigendommen, of hiermede gelijkgestelde woningen bouwt;

2° een of meer gebouwen rehabiliteert ten einde er ten minste vijf woningen van het in punt 1° bedoelde type in te richten.

§ 2. Het Waalse Gewest kan insgelijks de kosten van de in § 1 bedoelde werken te zijnen laste nemen ingeval van een verkaveling met ten minste 25 percelen grond, waarvan de bebouwingsdichtheid ten minste 25 woningen per hectare bedraagt, ten einde particulieren in de gelegenheid te stellen een zakelijk recht op een van die percelen te verkrijgen om er een woning van het in § 1 bedoelde type of een middelgrote woning te bouwen of te doen bouwen.

Evenwel mag de groep in dit geval niet meer dan 1/3 middelgrote woningen omvatten.

§ 3. Het Waalse Gewest kan ingelijks de kosten te zijnen laste nemen van andere gemeenschappelijke infrastructuurinstallaties, alsmede van installaties of gebouwen van collectieve aard en van sociaal of cultureel belang, voor zover die installaties, installaties of gebouwen wezenlijk deel uitmaken van de woninggroep.

§ 4. De Waalse Gewestexecutieve bepaalt het percentage van de tegemoetkoming van het Gewest, die 100 % kan bedragen.

§ 5. De in § 1 bedoelde instellingen kunnen door de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort, gemachtigd worden de infrastructuurwerken zelf uit te voeren. Zij genieten in dat geval een tegemoetkoming van het Gewest, dat is vastgesteld overeenkomstig de bovenvermelde paragrafen. Die tegemoetkoming wordt vastgesteld op basis van het bedrag, inclusief

belasting op de toegevoegde waarde, van de laagste regelmatige inschrijving voor de diverse betrokken werken, en wordt aangepast op basis van de contractuele herzieningen.

§ 6. De in § 1 bedoelde instellingen kunnen alleen dan aanspraak maken op het voordeel van de vorige bepalingen wanneer de verkrijgers en de huurders de door de Waalse Gewestexecutieve vast te stellen voorwaarden vervullen. Zij moeten de tegemoetkoming van het Gewest in de kostprijs van de infrastructuur, vermeerderd met de interesten tegen de wettelijke rentevoet, aan het Gewest terugbetalen wanneer die voorwaarden niet worden nageleefd.

§ 7. Wanneer een van de onroerende goederen waarop een zakelijk recht wordt afgestaan, niet is bebouwd binnen een door de Waalse Gewestexecutieve vast te stellen termijn, oefenen de in § 1 bedoelde instellingen een recht van wederinkoop uit op dat goed, op straffe voor hen van de in § 6 bedoelde terugbetaling. De eventuele wederinkoop geschiedt tegen de door de verkrijger betaalde prijs.

§ 8. De verkrijgers van een zakelijk recht op een niet-bebouwd onroerend goed zijn ertoe gehouden, hun woning te bouwen of te doen bouwen overeenkomstig de door de Waalse Gewestexecutieve vast te stellen voorwaarden, op straffe van terugbetaling aan het Gewest of aan de in § 1 vermelde instellingen van het respectieve gedeelte van de tegemoetkoming dat deze laatste hebben gedragen in de kostprijs van de infrastructuurwerken die betrekking heeft op hun perceel, vermeerderd met de interesten tegen de wettelijke rentevoet.

§ 9. De wegen- en rioolnetten, aangelegd of aan te leggen met het voordeel van de tegemoetkoming van het Gewest, door de in § 1 bedoelde instellingen, of door het Gewest wanneer het voor hun rekening optreedt, worden kosteloos en in de staat waarin zij zich bevinden, overgedragen aan de gemeente en in het gemeentelijk wegennet ingelijfd.

§ 10. De Waalse Gewestexecutieve bepaalt de modaliteiten met betrekking tot de toepassing van de bepalingen van dit artikel.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 mei 1983.

De Minister-voorzitter van het Waalse Gewest,  
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE.

De Minister van het Waalse Gewest,  
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest  
voor de Begroting en de Energie,

Ph. BUSQUIN

De Minister van de nieuwe Technologieën  
en Kleine en Middelgrote Ondernemingen,  
van Ruimtelijke Ordening en van de Bossen voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest  
voor het water, het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest  
voor de Huisvesting en de Informatica,

A. BERTOUILLE